



## COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 16 avril 2014

### **Note de conjoncture sur les finances locales :**

#### **2014, dans un contexte tendu en matière de finances publiques, baisse de l'épargne et des investissements locaux**

La Banque Postale publie ce jour sa « Note de conjoncture sur les finances locales », qui présente et analyse l'évolution financière des collectivités locales françaises.

Les finances locales en 2014 évoluent dans un contexte bien particulier : échéances électorales et tensions sur les finances publiques (dont le corollaire direct est une baisse des concours financiers de l'État) laissent leur empreinte sur les comptes locaux.

#### **Pause fiscale et atonie des ressources**

En lien avec le contexte des élections municipales et intercommunales, une quasi-stabilité des taux d'imposition serait observée en 2014 (+ 0,1 %). Les bases des taxes foncières et d'habitation enregistreraient par ailleurs une hausse limitée et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises afficherait un net repli.

Ces prévisions s'accompagnent de la première baisse significative des dotations de l'État. Malgré l'attribution de recettes supplémentaires aux départements (transfert des frais de gestion et faculté d'augmenter les taux plafonds des droits de mutation à titre onéreux), les recettes courantes de l'ensemble des collectivités progresseraient de 1,2 %, soit la plus faible évolution observée ces vingt dernières années.

#### **Baisse pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive de l'épargne brute**

La faiblesse de l'évolution de ces ressources accentuerait l'écart existant avec la croissance des charges de fonctionnement, estimée à + 2,8 %. Ce constat aboutirait à une nouvelle diminution de l'épargne brute, excédent des recettes sur les dépenses de fonctionnement (35,7 milliards d'euros, - 6,0 %). Cette contraction serait alors la troisième consécutive (- 4 milliards d'euros depuis 2011), fait unique dans l'histoire des finances locales.

#### **Net recul des dépenses d'investissement**

Le repli de l'épargne, qui reste la principale source de financement des investissements, associé à un contexte électoral peu porteur, conduirait à un net recul des **dépenses d'investissement** (- 5,6 %). La forte baisse anticipée pour le bloc communal, traditionnelle en année électorale, ne serait pas compensée, même partiellement, par les autres niveaux de collectivités. Au global, l'investissement local représenterait un montant de 52,6 milliards d'euros.

#### **Moindre recours à l'endettement**

Pour financer ces investissements, les collectivités s'endetteraient à un niveau légèrement plus faible qu'en 2013. **L'encours de dette** atteindrait 172,7 milliards d'euros, en progression de 2,6 %, contre + 4,0 % par an en moyenne sur les cinq années précédentes.

\*\*\*



Dans sa note, La Banque Postale présente également les premières tendances macroéconomiques sur 2014 et rappelle le poids des administrations locales dans les finances publiques au moment où leur contribution au redressement des comptes publics est plus que jamais d'actualité. Enfin, la publication dresse, dans une partie spécifique, un bilan sur l'évolution des recettes des collectivités locales sur les dix dernières années.

**A propos de La Banque Postale ([www.labanquepostale.fr](http://www.labanquepostale.fr))**

La Banque Postale, filiale du groupe La Poste est présente sur les marchés de la banque de détail, de l'assurance et de la gestion d'actifs. Banque et citoyenne, elle accompagne ses clients dans une relation bancaire durable avec une gamme complète de produits et services accessibles, à un tarif raisonnable. Banque de proximité et de service public, La Banque Postale répond aux besoins de tous : particuliers, entreprises, professionnels et secteur public local. Elle est au service de ses clients à travers le réseau des bureaux de poste, sur Internet et par téléphone dans une relation totalement multicanal.

**La Banque Postale, c'est :**

- 5, 539 milliards d'euros de PNB
- 10,7 millions de clients actifs
- 446 000 clients Entreprises et Associations
- 3 000 collectivités locales clientes
- Plus de 7 millions de cartes bancaires
- 17 000 points de contact

*Chiffres à fin 2013*